

Fluxys & Co en passe de racheter le réseau gazier grec

[Christine Scharff](#)

18 avril 2018 07:37

Le consortium conduit par l'italien Snam, et auquel appartient le belge Fluxys, a remis l'offre la plus élevée pour 66% de Desfa, l'opérateur du réseau gazier grec. Mais les autorités grecques lui ont demandé d'améliorer une nouvelle fois son offre.

L'information est officielle, et émane de HRADF, l'agence chargée des privatisations en Grèce. **Le consortium conduit par l'italien Snam, et dont fait partie Fluxys S.A.**, la maison mère du gestionnaire du réseau de gaz belge, a remis l'offre améliorée la plus élevée pour **l'acquisition de 66% du capital de Desfa**, l'opérateur du réseau gazier grec. Mais comme prévu par le processus d'appel d'offres, il lui a demandé d'améliorer encore une nouvelle fois son offre.

535 millions €

Selon des sources grecques, le consortium auquel appartient Fluxys aurait offert 535 millions d'euros pour 66% dans Desfa. Une offre qu'on lui demande d'améliorer.

Le consortium aurait pourtant, selon des sources grecques, offert **535 millions d'euros** pour cette participation – au-dessus de la barre des 500 millions que les Grecs étaient réputés attendre. Toujours selon les informations qui circulent à Athènes, c'est nettement plus que son concurrent, qui aurait mis 457 millions d'euros sur la table. Fluxys se refuse à tout commentaire sur le dossier pour le moment. Mais même si l'expérience a montré qu'en Grèce les rebondissements sont fréquents, les jeux semblent quasiment faits.

Un dossier vieux de sept ans

Desfa gère un réseau gazier qui comprend un **pipeline principal de 512 kilomètres**, et des **branches de 952 kilomètres** ainsi qu'un **terminal de gaz naturel liquéfié** sur l'île de Revithoussa, à une grosse vingtaine de kilomètres à l'ouest d'Athènes. Sa privatisation est l'une des conditions du renflouement international dont a bénéficié la Grèce.

Le processus a été lancé en 2011. Et à la suite d'un premier appel d'offres, en 2013, la compagnie pétrolière azérie Socar avait offert 400 millions d'euros pour ces 66% dans Desfa. Mais le dossier avait fini par capoter à la suite du veto de la Commission européenne. Des négociations avaient bien eu lieu pour tenter de trouver un acquéreur pour une partie de cette participation, ramenant ainsi les Azeris sous la barre des 50%. Fluxys était sur les rangs. Mais au final, ces discussions avaient échoué.

Au printemps dernier, les autorités grecques ont donc décidé de relancer une nouvelle procédure de privatisation.

Six candidats ont manifesté leur intérêt, et en septembre, HRADF a annoncé qu'il en retenait deux. D'une part, un consortium mené par l'italien **Snam**, qui compte dans ses rangs le belge Fluxys, l'espagnol **Enegas** et le néerlandais **Gasunie** – qui s'est retiré depuis. Et d'autre part, l'espagnol **Reganosa**, qui a depuis été rejoint par le roumain **Transgaz** et la Berd, la banque européenne pour la reconstruction et le développement. Deux candidats qui ont alors eu accès à une data room virtuelle, afin de pouvoir déposer une offre liante.

Les premières offres remises par les deux consortiums se situaient entre 400 et 450 millions d'euros, et présentaient moins de 15% d'écart, selon des informations officieuses. L'agence des privatisations a dès lors demandé aux deux groupes en lice, comme permis par la procédure, de déposer une offre améliorée.

Ces offres ont été officiellement ouvertes lundi à Athènes, et HRADF a demandé au consortium le plus offrant d'améliorer une nouvelle fois son offre.

Un espoir de synergies

Le prix final sera donc vraisemblablement largement supérieur à celui offert en 2013 par **Socar**, malgré les difficultés économiques que vit toujours la Grèce.

Cela ne s'explique pas seulement par sa position stratégique, qui en fait **une des portes d'entrée en Europe**. Les trois membres du consortium auquel appartient Fluxys sont aussi actifs dans la région: ils participent à la **construction d'un nouveau gazoduc, le TAP, entre la frontière gréco-turque et l'Italie du Sud**, qui va permettre d'importer du gaz en provenance de la mer caspienne vers l'Europe. Un gazoduc dont la plus grande partie du tracé se trouve sur le sol grec, ce qui pourrait offrir des synergies avec Desfa.

En outre, les derniers chiffres publiés par le gestionnaire du réseau gazier grec sont très bons: son **bénéfice net** a bondi, passant de 31,8 millions en 2016 à **85,7 millions en 2017**, et il avait pas moins de **228 millions de cash** dans ses comptes au 31 décembre. De quoi justifier le paiement d'une surprime.